

Ne laissez pas l'Albanie se suicider

13 MARS 1997

LE MONDE

par *Ismail Kadaré*

QUAND l'Albanie, pays doté d'une dictature stalinienne par excellence, renversa le communisme sans violences ni effusion de sang, ce fut une surprise pour beaucoup, au premier chef pour les Albanais eux-mêmes. Pendant quarante-cinq ans, deux générations avaient été élevées dans l'idée que le pays ne pourrait désormais exister que comme pays communiste. Si, d'aventure, le communisme venait à y être ébranlé, il ne saurait y avoir, pensait-on, qu'une issue fatale : l'Albanie serait démembrée ou bien gommée de la surface du globe. A l'ancien slogan romantique à l'honneur dans les Balkans au XIX^e siècle : « *La liberté ou la mort !* » s'en était substitué un autre : « *Le communisme ou la mort !* »

Ce scénario sinistre ne s'est pas vérifié lors de la chute du régime, en 1990-1991. Ce fut une grande victoire pour le peuple albanais, une preuve de son niveau de civilisation. Les suites de cette victoire ne se sont pas fait attendre : l'Albanie démo-

cratique s'est mise à marcher tant bien que mal.

Malheureusement, ce cours naturel des événements n'a pas tardé à se dégrader. Au début supportable, la tension entre la droite au pouvoir et la gauche qui l'avait perdu s'est peu à peu exacerbée, jusqu'à déboucher sur une violence verbale inédite dans l'histoire de ce pays.

On aurait dit que les Albanais regrettaient que leur adieu au communisme se fût si bien déroulé, et qu'une soif d'affrontements s'emparait d'eux. Autrement dit, le sinistre scénario qui avait échoué à se produire à la chute du communisme tentait à présent de revenir au jour. Ce durcissement du langage entre l'opposition et le gouvernement, la rupture du dialogue, des contacts, ont suscité un ensauvagement de la société entière.

*Lire la suite page 12
nos informations page 4
et l'éditorial page 13*

Ismail Kadaré est écrivain.

Ne laissez pas l'Albanie se suicider

Suite de la première page

Partout, on a alors cherché prétextes à querelles. L'horloge de l'Albanie a donné l'impression d'en revenir aux années 1943-1944, quand communistes et nationalistes formaient deux camps qui s'entretuaient. Un demi-siècle plus tard, beaucoup pensaient que l'heure était venue de reprendre cette empoignée interrompue par les décennies de la dictature communiste.

Dans tout pays balkanique, mais plus spécialement chez les Albanais pour qui l'offense humaine revêt toujours des dimensions tragiques, la violence verbale risque fort de dégénérer en violence physique. La classe politique albanaise s'est laissée tout entière emporter par ce déchaînement passionnel. Se sont trouvés effacés les principes et les doctrines qui sous-tendent les positions politiques, pour laisser la première place aux mobiles subjectifs, privés ou claniques.

Dans cet embrasement des esprits, le gouvernement albanaise rêvait de venir à bout de l'opposition, et l'opposition faisait le rêve inverse : annihilier le gouvernement. Chacun des deux camps restait sourd à la voix de la raison, comme aux remarques d'esprits éclairés soulignant qu'une Albanie responsable ne pouvait être à cette image, mais devait associer un gouvernement responsable et une opposition responsable. La mise en cause de cet équilibre ne pouvait que déstabiliser le pays.

Malheureusement, ces avis ne furent pas entendus. L'ancien slogan, « La liberté ou la mort ! » finit par l'emporter dans sa version légaliste : « Ou vous, ou nous ! »

Comme toutes les nations sorties du communisme, l'Albanie a subi un traumatisme brutal. Au lieu que la place laissée vacante par la morale implacable et biaisée du communisme ait été occupée par une éthique d'un niveau supérieur, c'est l'inverse qui s'est produit : ce vide s'est trouvé comblé par l'amoralisme. Comme par réaction au dénuement, aux rigueurs et à l'idéalisme en trompe-l'œil du communisme, ont déferlé

une rage matérialiste et une corruption sans précédent.

Cette fièvre matérialiste l'a par tout emporté, elle est quasiment devenue le visage du nouvel ordre démocratique. Comme si les Albanais n'aspiraient qu'à rattraper le temps perdu, à s'enrichir par tous les moyens.

C'est dans ce contexte qu'est survenu l'épisode des « sociétés pyramidales » et de leur effondrement. Si l'on tient compte du drame vécu par des dizaines de milliers de familles albanaises, force est de constater que le comble de l'hypocrisie et du cynisme a été atteint dans l'exploitation de ce drame à des fins politiques. Dans cette affaire, les coupables, c'est d'abord l'ensemble de la classe politique, gouvernement et opposition confondus, ainsi que tous ceux qui font l'opinion, la presse de tous bords, officielle, antigouvernementale, nationaliste, de droite, de gauche, etc. Tous savaient la vérité, mais se sont tus.

Coupable aussi, cette fraction de la population qui était consciente de ce qui se passait, mais n'en poursuivait pas moins l'aventure en escamotant que les perdants ne se recruteraient pas parmi elle, mais parmi les plus crédules et les moins informés. C'est ainsi que se développa, jusqu'à revêtir des proportions colossales, ce jeu misérable où chacun doit tenter de bernier son voisin. On a ainsi laissé prospérer une auto-intoxication sans exemple, et le pays s'unifier dans un bain d'immoralité. Quand, six mois avant la banqueroute, le ministre des finances osa s'élever nettement à la télévision albanaise contre le caractère fallacieux de ces « sociétés pyramidales », tout le monde lui tomba dessus à bras raccourcis pour le forcer à se taire.

Cette rupture avec toute morale, cette soif d'argent facile, ont probablement aussi leur source dans la psychose négativiste qui a cours depuis quelques années en Albanie. Cette volonté d'autodénigrement, d'autoavilissement, d'auto-destruction, qui conduit à répéter jour et nuit que ce pays est maudit, sans avenir, qu'il mérite de disparaître, est devenue une mode dans certains milieux. Un certain découlement a également été diffusé par les médias étrangers dès lors qu'ils ne mentionnaient le pays que lorsqu'il s'y passait quelque chose de négatif. Aucun message d'espoir ne lui parvenait d'où que ce soit. Pour les Albanais qui regardent avec un intérêt passionné

et confiant les chaînes étrangères, l'image de leur pays qui leur était ainsi renvoyée les influença de manière fatale.

Un seul exemple : lorsqu'on rendit compte des élections de mai 1996, ce ne fut que pour critiquer (à juste titre) le déroulement du scrutin, et l'Albanie fut alors traitée de « cancer au cœur de l'Europe » ! A la même époque, on découvrait des charniers en Bosnie et la Tchétchénie subissait une répression armée. Aucun des fauteurs de guerre dans ces deux pays ne fut pourtant qualifié de la sorte. Jamais non plus les médias internationaux n'ont évoqué correctement la terreur quotidienne qui sévit au Kosovo.

Pays solitaire, sans « protecteur » contrairement à la plupart de ses voisins balkaniques, l'Albanie a essuyé par le passé et continue d'endurer de toutes parts de vieilles rancœurs. Son tragique isolement de naguère n'a pas épuisé tous ses effets. Il s'est agi en fait d'une triple mise au ban. De ma-

cours de ces dernières années, les Albanais ont fait montre de calme et de sang-froid. Il n'existe pas, dans ce pays, de traditions de chauvinisme agressif ou d'intolérance religieuse. Cela découle du respect multiséculaire dû à l'hôte, à l'étranger. C'est ce qui explique, par exemple, que, pendant l'occupation nazie, l'Albanie a été l'un des très rares pays d'Europe à n'avoir livré aucun de ses juifs à Hitler, mais à les avoir au contraire tous protégés.

Mais on s'est fixé pour règle de ne trouver rien de bien à l'Albanie. C'est pourquoi sa retenue n'a pas même été soulignée lors du récent embrasement balkanique, quand elle n'a pas été présentée au contraire, çà et là, comme une attitude hypernationaliste !

Ce n'était pourtant, là encore, qu'un moindre mal. Le pire fut atteint quand on se prit à instiller aux Albanais un prétendu antidote au nationalisme : l'antipatriotisme. Telle fut la tâche que s'assigna une fraction intéressée de l'intelligent-

tion qui a entraîné son peuple vers l'abîme. Dans un premier temps, face à la tragédie, elle a montré son irresponsabilité, son étroitesse d'esprit, son caractère vindicatif et son cynisme, avant de se ressaisir et d'ébaucher un premier pas responsable avec l'accord de réconciliation nationale.

L'heure n'est pas encore venue des analyses approfondies, impossibles à mener maintenant, ni de la désignation des coupables. Le plus urgent est de continuer à enrayer l'abominable issue. Par tous les moyens. Sans tergiverser. Sans lambiner. Là, tout de suite.

Un peuple entier a été près de succomber. L'escalade dans la guerre civile, le soulèvement d'une moitié du pays contre l'autre : devant un dénouement aussi fatal, nul ne saurait rester spectateur. Harassé et exsangue après un demi-siècle de dictature, le peuple albanaise ne mérite pas un sort aussi cruel : l'abandon. S'il a péché contre lui-même, il n'a pas perpétré de crimes contre les autres. Et, pour cette raison même qu'il fut laissé à son sort et oublié pendant un demi-siècle, il mériterait une certaine sollicitude.

L'aide à lui apporter doit d'abord être politique et morale : des messages clairs de l'Europe et des Etats-Unis non seulement au gouvernement en place à Tirana ainsi qu'à l'opposition, comme cela vient d'être fait, mais aussi et surtout aux insurgés. Il semble que ces messages aient commencé d'être émis et entendus. Egalement nécessaire, un arbitrage international : quand tout un pays roule vers le précipice, peu importent les formes et les procédures. Tout est bon pour empêcher une tragédie d'une telle ampleur. Puisque les Albanais ne paraissent pas hostiles à l'idée d'un arbitrage de cette nature, pourquoi pas une présence militaire chargée non pas de réprimer, mais de s'interposer, une force tampon qui resterait sur place le temps que le calme revienne dans les esprits ?

Voilà vingt siècles que ce peuple vit dans les difficultés qui sont celles d'ici-bas. La honte retomberait sur tous s'il mettait fin à ses jours, dans les dernières années du millénaire, sous le regard indifférent du reste du monde.

Ismail Kadaré

©1997, Ismail Kadaré et Editions Fayard
(Traduit de l'albanais par Claude Durand et l'auteur.)

Pourquoi pas une présence militaire chargée non pas de réprimer, mais de s'interposer, une force tampon qui resterait sur place le temps que le calme revienne dans les esprits ?

nière compréhensible, elle s'est d'abord attiré l'hostilité de la droite européenne en raison de son régime bolchévique. Dans les années 60, par suite de son divorce avec Moscou, elle s'est attirée les foudres de la gauche prosoviétique. Dans les années 70, après sa rupture avec Pékin, ses derniers amis, ceux de l'ultra-gauche chinoise, l'ont laissé tomber.

De nos jours encore, ces vieux ressentiments jouent un rôle dans le mépris et la vindicte qui frappent ce pays. On ne peut expliquer autrement l'espèce de racisme anti-albanais qui s'est exprimé ces derniers temps dans une partie de la presse mondiale. Il advient ainsi que de misérables petits pays servent d'arènes aux manifestations d'hostilité réciproque de la gauche et de la droite européennes. Les fragiles épaules de l'Albanie ont bien du mal à supporter le poids de pareils tiraillements.

Durant la tornade nationaliste qui a fait rage dans les Balkans au

sia, tout en présentant cette attitude comme une forme de dissidence. Pour leur plus grand profit, pour faire les intéressants devant l'étranger, ces intellectuels ont entamé une campagne effrénée contre tout ce qui est albanaise. Pour extirper de l'homme albanaise cette loyauté naturelle que tout citoyen nourrit à l'égard de son pays.

Les événements se sont chargés de démontrer à quel point cet antipatriotisme débridé pouvait se révéler aussi dangereux que l'ultra-nationalisme, voire comment ils pouvaient s'engendrer et s'alimenter l'un l'autre. Il n'est que de voir aujourd'hui la fureur dévastatrice d'une fraction de la population contre des institutions ou des équipements publics qui n'ont aucun lien direct avec une appartenance politique : mise à sac de mairies, d'écoles, destruction d'archives, incendie de bibliothèques, voire kidnapping de bateaux de guerre.

Il ne fait aucun doute que l'ensemble de la classe politique albanaise aura à répondre de la situa-

13 MARS 1997